

Chaigneau, Pascal, *Rivalités politiques et socialisme à Madagascar*, Paris, Éditions du CHEAM, Centre des Hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1985, 268 p.

Maurice Poncelet

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702278ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702278ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poncelet, M. (1987). Compte rendu de [Chaigneau, Pascal, *Rivalités politiques et socialisme à Madagascar*, Paris, Éditions du CHEAM, Centre des Hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1985, 268 p.] *Études internationales*, 18(4), 892–895. <https://doi.org/10.7202/702278ar>

AFRIQUE

BHAGAVAN, M.R., *Angola's Political Economy 1975-1985*. Uppsala (Sweden), Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Research Report », no. 75, 1986, 89 p.

L'Angola devint une république indépendante en 1975. Ayant été auparavant une colonie du Portugal, son développement économique et social avait été plutôt lent reflétant le retard du développement socio-économique du pays colonisateur lui-même...

Avec son indépendance, l'Angola semblait destiné à un avenir plus prospère. Son gouverneur socialiste semblait pouvoir poursuivre avec plus de vigueur le progrès économique déjà acquis sous la colonisation portugaise. Mais au moment de l'indépendance en 1975, l'émigration massive des Portugais et la reprise des hostilités avec l'Afrique du Sud priva le pays de ses compétences techniques et agricoles. Des milliers de fermes furent abandonnées, le gouvernement étant incapable de combler le vide laissé par le départ des émigrants portugais.

La création des fermes d'État n'a pu hélas combler qu'une faible partie de ce vide. De plus, l'invasion par la bureaucratie des activités économiques n'a fait qu'empirer le processus de développement.

Après plus de dix ans d'indépendance, l'Angola se retrouve aujourd'hui avec une pauvreté énorme, une population encore largement illettrée et des moyens de production et de distribution rendus très inefficaces par la trop grande invasion bureaucratique. Une telle situation, selon Bhagavan l'auteur de ce court rapport, ne peut que dégénérer dans l'établissement d'une classe de privilégiés, tout à fait désintéressés dans la révolution socialiste nécessaire pour transformer ce pays et le pousser vers la prospérité. L'auteur croit que le climat social s'est détérioré, la classe dirigeante s'étant isolée de la population et n'informant plus cette population des développements sociaux et politiques. Le mouvement socialiste n'a plus le dynamisme des premiers jours de l'indépendance et les activités ne sont

plus en mesure de maintenir un climat économique approprié pour le progrès du pays. Il faut, selon l'auteur du rapport, un retour à l'entreprise privée dans un contexte socialiste-léniniste authentique.

On peut diverger de points de vue avec Bhagavan au sujet des solutions à apporter pour ramener ce pays sur la voie de la prospérité économique. Néanmoins, l'auteur démontre clairement la détérioration économique de ce pays au cours des dix dernières années...

Martin E. PERRON

Ministère d'État, Science et Technologie, Ottawa

CHAIGNEAU, Pascal, *Rivalités politiques et socialisme à Madagascar*, Paris, Éditions du CHEAM, Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes 1985, 268 p.

Le livre de M. Chaigneau est une étude très détaillée de la vie politique à Madagascar de 1945 à 1985. Les événements et les hommes sont bien décrits, les références nombreuses et sérieuses, les annexes et la bibliographie intelligemment présentées.

Comme le fait remarquer le Directeur du CHEAM, M. Philippe Decraene, dans sa préface, les opinions de l'auteur sont très personnelles. On s'en rend compte aisément à la lecture de plusieurs passages, mais cet élément quelque peu passionnel a l'avantage d'apporter plus de dynamisme dans certaines descriptions.

Ce qui n'est pas mauvais pour un lecteur non malgachisant pour qui les noms des individus, des institutions, des partis, semblent peu différenciés et qui doit veiller à ne pas confondre, notamment MM. Andriamananjato, Andriamahazo, Andriamorazata ou MM. Ramanantsoa et Ramanantoandro. Mais cette nécessaire attention présente l'avantage que la lecture doit être plus minutieuse.

Toutefois, si cette description de la vie politique malgache est bien faite, elle est néanmoins, par la force des choses, d'un intérêt assez restreint en elle-même. Mais elle

permet de procéder à une « étude de cas » qui permet de faire quelques réflexions de portée plus générale, parmi lesquelles on peut distinguer quatre thèmes : la succession du chef « historique » – l'option socialiste dans certains États du Tiers-Monde – la politique française à l'égard de Madagascar – la géopolitique et Madagascar.

La succession du Chef historique

Le Président Ph. Tsiranana avait rendu l'indépendance à son pays ; comme tel, il faisait partie de ceux qu'on avait appelés « père de la Nation » : N'Krumah, Kenyatta, Senghor, Houphouët-Boigny, Bourguiba.

Mais, en 1972, il avait soixante ans (peut-être même plus) et n'avait pris aucune disposition pour désigner un successeur. Il semble d'ailleurs que de tels chefs historiques n'aiment guère envisager leur remplacement. Seuls Senghor au Sénégal et Ahidjo au Cameroun ont organisé une succession sans à-coups (même si au Cameroun, il y a eu conflit ultérieur entre ancien et nouveau Président). Alors qu'Houphouët-Boigny et Bourguiba, malgré leur âge, semblent prendre un malin plaisir à éliminer tous les éventuels dauphins.

Mais ce phénomène n'est pas uniquement africain. De Gaulle n'aimait guère discuter de sa succession, lui qui déclarait : « Un Vice-Président ? ce serait ma veuve ! » et, lors d'une conférence de presse, répondait : « Vous vous inquiétez de ce qui pourrait arriver après moi ? rassurez-vous : ce ne sera pas un vide, mais un trop plein ! »

En fait, mieux vaut que la succession soit paisible et ordonnée, mais il y aura toujours un remplaçant. Comme le disait G. Clémenceau : « Les cimetières sont remplis d'hommes irremplaçables ».

Cependant, qui sait comment aurait évolué Madagascar si Tsiranana avait encouragé l'émergence d'un successeur ? M. Chaigneau mentionne que M. Resampa semblait bien placé jusqu'en 1971. Mais peut-être a-t-il trop manifesté ses désirs, indisposant et Président en place et rivaux éventuels ? Là encore, on peut trouver une certaine similitude avec les rapports de Gaulle-Pompidou, de mai 1968 à

juin 1969, surtout après l'annonce d'une candidature éventuelle de l'ancien Premier Ministre, faite à Rome le 17 janvier 1969.

L'option socialiste dans certains États du Tiers-Monde

Il faut reconnaître que ce qu'on appelle « socialisme » dans de nombreux États, en particulier Madagascar, ne résulte pas essentiellement d'un choix systématique en faveur de l'idéologie marxiste. M. Chaigneau fait justement remarquer (p. 116 à 118 en particulier) que « le cas malgache se présente comme un exemple caractéristique de non-réception d'une idéologie d'importation par une population ayant un code... de société étranger aux principes développés par les décideurs politiques. »

Mais ces décideurs eux-mêmes n'avaient guère d'autres solutions. Faute d'un secteur privé national disposant à la fois d'assez de capitaux et de compétences pour être le moteur de l'économie, l'alternative était soit le recours aux capitaux étrangers, avec le risque de dépendance économique, soit la création de programmes et d'organismes publics, donc une tendance vers le socialisme.

L'adoption de cette deuxième solution impliquait toutefois une planification ou, à tout le moins, une certaine cohérence, et l'existence de personnel compétent ; aucune de ces conditions ne fut remplie.

On peut d'ailleurs se demander si le socialisme « africain » ou « malgache » n'est pas un simple moyen de coquetterie : flirter avec l'Est pour obtenir plus de l'Ouest ; ou même une pure façade cachant des réalités beaucoup plus personnelles. M. Chaigneau le constate dans sa remarquable conclusion/résumé, p. 230 :

« Les gouvernants sont toujours subjectivement au service de l'intérêt national, mais ne peuvent objectivement être qu'au service d'intérêts particuliers... Le recours à l'Est s'analyse fondamentalement comme la demande de prestations militaro-policières en vue de se perpétuer au pouvoir... Pour comprendre la dépendance d'un régime, il est

plus important de savoir qui contrôle la garde présidentielle et la police politique que de s'interroger sur la part relative du nationalisme et du marxisme dans le discours officiel. »

Quoi qu'il en soit, les résultats de l'option socialiste à Madagascar sont éloquentes : économie pratiquement effondrée et baisse du PNB *per capita* de 2.5 % par an depuis 1973. Il n'est donc pas surprenant qu'à Madagascar, et ailleurs, on cherche à promouvoir, à l'exemple de Lénine en 1922, une « Nouvelle politique économique ».

La politique française à l'égard de Madagascar

Il semble que la politique française n'ait jamais très bien compris l'originalité de Madagascar qui n'est ni l'Afrique ni l'Asie¹, mais présente des caractères distincts : un État organisé avant la conquête coloniale, doté d'une langue dominante et pouvant s'écrire, d'une unité géographique, et dont la population était presque uniquement chrétienne. Cette méconnaissance, ou peut-être simplement une certaine assimilation à l'Afrique Noire, est probablement une des causes de la révolte de 1947, cruelle et cruellement réprimée.

La personnalité et l'action de M. Tsiranana ont, en quelque sorte, révélé Madagascar aux dirigeants français. Mais ceux-ci ont peut-être alors voulu en faire trop, notamment en signant la « Convention du maintien de l'ordre » insérée dans l'accord de défense franco-malgache. Une telle convention est dangereuse : ou les forces françaises estiment ne pas devoir intervenir, comme ce fut le cas à Madagascar lors des événements de 1972² et alors la France donne l'impression de ne pas respecter ses engagements ; ou elles interviennent et sont alors accusées de se mêler des affaires internes d'un autre État. Passe encore si leur aide permet au Chef attaqué de se maintenir au pouvoir (Gabon, Zaïre), mais

dans le cas contraire, c'est le guépier comme au Tchad.

Incertitudes, mouvements contraires, hésitations. M. Chaigneau mentionne aussi, p. 228, « les errances consécutives d'un pompidolisme qui essayait sans succès de redéfinir en l'occurrence une politique africaine ». Mais ces errances ne sont-elles pas monnaie courante pour un État qui, depuis le tout début de ses aventures d'outremer, a continuellement hésité (et hésite encore ?) entre la défense ou l'extension de l'Hexagone et le « Grand large », entre le Cartiérisme et, à défaut du défunt Empire, la constitution d'une « clientèle » d'États africains ?

Il faut cependant reconnaître que dans la détermination de cette politique, un nouvel élément est maintenant pris en considération : la géopolitique.

Madagascar et la géopolitique

Madagascar occupe une position stratégique dans l'océan Indien ; les Anglais l'avaient reconnu en occupant Diego-Suarez en 1942. M. Chaigneau (qui a déjà développé cette thèse dans son livre, également édité par le CHEAM « La politique militaire de la France en Afrique ») souligne l'importance de la Grande Île dans la stratégie régionale de l'URSS : « Un porte-avions naturel vers l'Afrique du Sud, contrôlant de surcroît la route du pétrole. »

Madagascar a signé de nombreux accords avec l'URSS, permettant ainsi à celle-ci de compléter son implantation en Afrique de l'Est : Éthiopie, Aden, Mozambique. Ce qui lui permet d'espérer contrôler l'océan Indien. D'autant plus que la politique des États occidentaux envers l'Afrique du Sud facilite la tâche soviétique. Même si l'Apartheid est injustifiable sur le plan humanitaire, la sagesse consisterait peut-être à voir aussi le mépris des droits de l'homme dans d'autres États et à essayer de promouvoir en Afrique du Sud des changements, même lents, plutôt que de vouloir tout briser. Surtout quand on est en position de rivalité avec un État qui ne s'est jamais encombré de scrupules moraux, humanitaires et idéologiques quand ses intérêts ont été en jeu : accord avec l'Allemagne nazie en 1939,

1. Même à l'École nationale de la France d'Outremer, les futurs administrateurs n'étaient répartis qu'en deux sections : Afrique et Indochine.

2. Et au Sénégal, lors de l'éclatement de la Fédération du Mali en août 1960.

accord avec le Kuomintang, rival de Mao-Tse-Tung en 1943, abandon des communistes grecs en 1947.

Certes la France dispose de la Réunion; mais quel serait le poids de celle-ci en face d'une Madagascar hostile? L'Occident semble vraiment, en cette partie du monde, jouer les « apprentis sorciers ».

L'évolution récente à Madagascar

Cependant — et M. Chaigneau semble l'avoir prévu dans sa conclusion — une certaine évolution s'est faite depuis peu dans la vie politique malgache, se traduisant par un rapprochement envers l'Occident et, en particulier, envers la France.

Il est trop tôt pour savoir s'il s'agit d'une nouvelle orientation ou d'une nouvelle « coquetterie » pour obtenir plus d'aide de l'URSS. À moins d'un scénario du type « Afghanistan », difficilement réalisable, l'URSS peut, certes, renoncer à une présence trop voyante; mais on la voit mal abandonner sa situation privilégiée dans l'océan Indien.

Cependant, une récente interview du Président Ratsiraka, dans un journal aussi peu suspect de sympathies socialistes que le *Figaro Magazine* (numéro du 25 octobre 1986) mentionne, outre une reconnaissance du marasme économique, un relatif effacement de la présence soviétique, un retour à l'enseignement de la langue française, un appel aux investisseurs occidentaux.

Il est donc possible que quelque chose bouge à Madagascar; mais ce mouvement sera-t-il paisible ou violent? On sait que le peuple malgache, ordinairement calme et doux, est capable de sursauts brutaux et cruels.

Mais quel que soit l'avenir de Madagascar, l'ouvrage de M. Chaigneau nous aura fourni les éléments nécessaires à son explication.

Maurice PONCELET

*Faculté d'administration
Université d'Ottawa*

GIRI, Jacques, *L'Afrique en panne : Vingt-cinq ans de « développement »*. Paris, Éditions Karthala, 1986, 207 p.

Il y a 25 ans René Dumont soutenait que l'Afrique noire était mal partie. C'est ce que reconnaît à son tour l'auteur, polytechnicien et ingénieur des mines, qui s'intéresse aux affaires africaines depuis 30 ans. Il cherche à montrer comment la défense des intérêts des classes au pouvoir ont mené le continent dans l'impasse que l'on connaît. L'argumentation présentée n'a cependant pas le style mordant qui caractérise « l'agronome de la faim » et de nombreux passages de l'ouvrage n'ont rien d'original pour les habitués des questions africaines. Par ailleurs, l'abondance des informations chiffrées et l'audace qui accompagne l'analyse contribuent à faire de ce livre un ouvrage de référence pour les non-initiés.

Les deux premiers chapitres font le point sur l'évolution démographique et mettent en évidence l'aggravation de la situation alimentaire marquée, comme on le sait, par une plus grande dépendance envers les importations. Toutefois, l'auteur signale que contrairement à ce que l'on peut observer dans certaines régions d'Asie, il n'existe pas d'endroit où l'on ne peut attribuer aux paysans suffisamment de terre pour survivre. Ceux qui s'inquiètent du sort des quelques deux cents derniers gorilles de montagne du Rwanda, menacés par la mise en culture des dernières terres disponibles, souhaiteraient pouvoir donner raison à l'auteur. Ce dernier ne manque toutefois pas de pertinence en faisant observer qu'une grande partie du continent demeure sous-peuplée.

En fait le drame de l'Afrique est le mal-développement. Une tentative d'industrialisation imprégnée d'une sorte d'occidentalo-centrisme a eu pour conséquence de faire rouiller des usines que l'on a implantées durant les années 60 avec la conviction qu'elles constituaient la solution au sous-développement généralisé. Pourquoi n'a-t-on pu assister à un développement industriel s'auto-entretenant et s'amplifiant comme le laissait espérer les théoriciens de l'époque? L'auteur voit, en guise de réponse, autant de facteurs externes qu'internes. Parmi les premiers, il retient l'aberration